



Notre avenir se décidera dans la rue.

***La mobilisation du 1^{er} octobre 2024 doit être
un tremplin pour organiser une riposte dans la durée.***

Michel Barnier n'a toujours pas constitué de gouvernement. L'ensemble des partis politiques défilent à Matignon pour réclamer une place. Pas de vacances pour les ministres démissionnaires poursuivant la casse des services publics et l'austérité au titre de la « *gestion des affaires courantes* ». Barnier évoque une hausse des prélèvements: +1 % sur la TVA, baisse des pensions des retraités, hausse CSG... pour s'attaquer au déficit public qui pourrait se creuser à 5,6 % du PIB cette année, voire 6,2 % en 2025. « *Les Français ont envie et besoin de justice fiscale⁽¹⁾* », avait-il glissé le 6 septembre. Dans une situation budgétaire très dégradée ayant pour cause majeure les milliards d'aides au patronat des grandes entreprises capitalistes, le futur gouvernement veut encore une fois faire payer les travailleurs pour revenir au plus vite dans les clous des 3 % de déficit imposés par l'Europe capitaliste. Gérald Darmanin le ministre de l'Intérieur démissionnaire et d'autres ont poussé des cris quand Michel Barnier a évoqué des augmentations d'impôts « *sur les hauts revenus* ». Ces valets du capital défendent leurs maîtres ! L'entourage du Premier ministre a rétrogradé « *Les rumeurs sur la fiscalité sont de pures spéculations. Le Premier ministre analyse la situation budgétaire et aucune option n'est aujourd'hui arrêtée* ». Le Rassemblement National a pour sa part exposé les conditions de son appui « *Si c'est une mesure de justice fiscale [...], là M. Barnier aura notre soutien* ». Le Premier ministre trouve aussi des appuis à gauche ! « *Ça dépendra des détails : combien et surtout pour qui* » a éludé le PS. L'occasion pour le PCF et son leader Fabien Roussel de tendre la main à Barnier. La semaine dernière ce dernier avait accepté de rencontrer Michel Barnier lors des consultations en vue de la composition de son futur gouvernement ! La première ministre auto proclamée Lucie Castets à de la Fête de l'Humanité disait elle aussi : « *cette main que je tendais n'a pas été accueillie* », précisant "Il est absolument faux de dire que le NFP n'a pas tendu la main, qu'il n'a pas été en mesure de faire des compromis", martèle-t-elle.

Rien à attendre du futur gouvernement.

Les travailleurs n'ont rien à attendre des combinaisons gouvernementales et patronales face à l'austérité qui s'aggrave encore ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise. Il n'y aura pas d'issue sans affronter ceux qui sont les responsables de la dette : le grand patronat et le gouvernement à son service. Il faut faire entendre nos revendications sociales, C'est là le vrai rempart contre le R.N de Bardella et Le Pen, dont l'objectif est de faire la politique du capital comme le fait en Italie Melonie qui veut instaurer, pour commencer, la retraite à 70 ans pour la fonction publique.

Oui toutes et tous en grève et dans la rue le 1^{er} octobre 2024, à l'appel de l'intersyndicale CGT-FSU-Solidaires, pour augmenter les salaires, abroger la réforme des retraites, des moyens pour les services publics.

C'est une lutte des classes de plus en plus dure que mènent le pouvoir et le patronat contre les travailleurs. Des cadences et une intensification de la charge de travail de plus en plus intense, des conditions de travail dangereuses pour les salariés... Le pillage des caisses de l'État par les patrons se gavant de milliards de subventions publiques pendant que les hôpitaux et l'Éducation sont exsangues.

Les richesses produites par les travailleurs sont concentrées entre les mains d'une minorité d'ultra riches capitalistes.

En France, en 2017, les 500 plus grandes fortunes possédaient l'équivalent de 20 % du PIB, c'est-à-dire 20 % des richesses produites en un an par les travailleurs. En 2024 c'est 45 %!

Le capital domine toute l'économie. Les banques, les assurances, les grandes entreprises de l'industrie et du commerce, impose la loi du profit et dirige toute la société.

*Le rapport de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur les *Perspectives sociales et de l'emploi dans le monde*, montre que la part des revenus du travail a baissé de 0,6 point à l'échelle planétaire entre 2020 et 2022.

*On ne peut pas en dire autant de celle du capital, le cabinet Janus Henderson annonce qu'au second trimestre 2024, les grandes entreprises cotées ont distribué **606,1 milliards de dollars à leurs actionnaires** : 5,8 % de plus que l'année précédente, déjà marquée par un record, comme les années 2022 et 2021.

*L'Europe est particulièrement bien placée du point de vue de la répartition mondiale des dividendes sur les 204,6 milliards absorbés par les actionnaires une progression de 7,7 %, grâce à des montants record en France affichant à elle seule 58,6 milliards de dollars.

Le capital dicte la politique des gouvernements qu'ils soient de droite ou de gauche.

Il n'y a pas d'intérêts communs entre les travailleurs et les capitalistes. Le patronat impose la loi des plus riches et des plus puissants. Le grand patronat est à l'offensive et s'en prend plus brutalement aux emplois et aux conditions de travail pour assurer ses dividendes et amasser des fortunes exorbitantes.

*Dans l'industrie les constructeurs automobiles abandonnent les moteurs thermiques pour le passage aux véhicules électriques avant 2035, ainsi l'équipementier Valeo, aux milliards de profits décide de supprimer trois sites, jetant 1.000 salariés sur le carreau. Les experts économiques prédisent que des milliers d'emplois supplémentaires pourraient être supprimés dans différents secteurs au cours des deux prochaines années, *pas seulement dans le secteur automobile*.

*Le baromètre annuel du Secours populaire indique que 62 % des personnes interrogées disent avoir été sur le point de connaître la pauvreté, 57 % ne partent pas en vacances, 43 % ont du mal à se chauffer. Les temps sont de plus en plus durs pour les familles populaires. 2,6 millions de personnes sont dans l'attente d'un logement social⁽²⁾. À Paris 40.000 sans abri !

Promouvoir le dialogue avec le patronat ?

Sophie Binet de la CGT a débattu avec le président du MEDEF Patrick Martin à la fête de l'Humanité. Une mise en scène du dialogue social visant à présenter le paritarisme et la négociation comme solution à l'instabilité actuelle. L'objectif politique a un sens clair dans la période, revendiqué par le patron du Medef lui-même, montrant ce débat comme un « *symbole fort* » et expliquant : " *il est essentiel dans la situation où se trouve le pays que, en assumant nos désaccords, les partenaires sociaux mais aussi tous les acteurs de la vie publique se montrent responsables et ne se livrent pas au jeu extrêmement dangereux de l'anathème, de l'insulte et de la fracturation* ». La CFDT aussi reprend cette logique, pour justifier qu'elle ne manifesterait pas le 1^{er} octobre, en expliquant que face à la « *crise démocratique* » et au risque de « *blocage politique* », « *les partenaires sociaux auront la responsabilité de bâtir des compromis alliant progrès social, transformation écologique et solidité économique* ». En acceptant de jouer le jeu du dialogue avec les patrons, les organisations syndicales n'envoient-elles un signal au futur gouvernement ?

C'est dans la rue que notre avenir se décidera.

Ce premier rendez-vous de mobilisation générale du 1^{er} octobre doit être pour organiser, dans la durée, la riposte contre les reculs historiques de nos droits, l'inflation et les salaires qui ne suivent pas, les fermetures d'usines, les atteintes aux libertés, la répression syndicale, la santé et l'éducation qui se dégradent. Le logement et l'augmentation incessante des loyers, couplée à la flambée des prix de l'énergie et de l'alimentation, crée des situations intenable⁽³⁾

La réponse de peut-être que la mobilisation comme l'a écrit la CGT chimie « *la grève généralisée sera plus efficace que des milliers de bulletins de vote, le 1^{er} octobre ne peut-être qu'un tremplin pour organiser une mobilisation riposte dans la durée et l'arrêt de toute production* ».

En finir avec ce monde capitaliste et changer la société :

La lutte des classes pour freiner et stopper le capital est le seul outil dont disposent les travailleurs pour y parvenir. La lutte doit être l'objectif urgent et essentiel de tous les travailleurs et de leurs organisations pour satisfaire les revendications.

La lutte politique pour débarrasser la société du capitalisme est indispensable pour changer de société, il faut avant tout abolir la propriété privée des moyens de production et d'échange mettre en commun ces moyens et confier aux travailleurs et au peuple leur entière gestion.

Vous avez votre place avec nous pour mener ce combat.

⁽¹⁾Grâce à diverses pratiques d'**évasion fiscale**, les grosses fortunes et les entreprises multinationales parviennent à payer très peu, voire pas du tout d'impôt. Le FMI estime la perte de recettes fiscales à 600 milliards USD par an à l'échelle mondiale. La concurrence fiscale entre les Etats, qui se livrent une compétition pour attirer les entreprises et les investissements, aggrave ces phénomènes.

⁽²⁾1,4 milliard d'euros par an en moins pour la construction d'HLM, 250 millions d'euros en moins en 2024 pour la rénovation des HLM. L'objectif de construire 100 000 logements neufs par an n'est pas atteint. Expulsion et criminalisation de locataires en difficulté avec la loi dite "anti-squat". Les loyers ont augmenté de plus de 10 % depuis 2021. 2,6 millions de personnes sont dans l'attente d'un logement social. 4,2 millions de personnes sont très mal logées ou sans logement.

⁽³⁾ 900 000 ménages étaient en retard de paiement dans le parc social à la fin de l'année 2022.